

## Europe de la Défense – Missions de la PESD 2006 (octobre 2006)

### Moyen-Orient

Décidée en novembre 2005, **EUPOL COPPS**, la mission de police de l'Union européenne dans les Territoires palestiniens est devenue opérationnelle le 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour une période de trois ans. Son but est d'approfondir le travail du bureau de coordination de l'UE (EU COPPS). Son mandat est de soutenir l'Autorité palestinienne dans le développement d'organes policiers. La mission comprend 33 personnels non-armés.

Lancée le 30 novembre 2005, la mission d'assistance à la frontière **EU BAM Rafah** (*EU Border Assistance Mission*) dotée de 70 hommes a eu pour but de surveiller la qualité du contrôle effectué par les autorités douanières palestiniennes à la frontière entre Gaza et l'Égypte. La responsabilité de la gestion de la frontière appartenant à l'Autorité palestinienne, la mission a contribué au renforcement des capacités de l'équipe palestinienne sur place. Malgré le mandat initial, prévu pour un an, la présence de la mission n'est néanmoins plus assurée depuis le 21 juin 2006 suite à l'enlèvement du corporal israélien Gilad Shalit.

La mission intégrée de l'État de droit de l'UE, **EUJUST LEX**, a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2005 avec un mandat initial d'un an, qui a été prolongé pour une période de 18 mois. L'objectif est de former, sur les territoires des États-membres de l'UE, des officiers de l'administration irakienne en matière de gestion et d'enquêtes judiciaires. Un Bureau de liaison à Bagdad assure la coordination entre l'UE et l'Irak. Jusqu'en juin 2006, 600 officiers de police et membres du pouvoir judiciaire avaient bénéficié de cette formation.

### Balkans

**EUFOR Althea** est en place en Bosnie-Herzégovine depuis décembre 2004. Cette mission militaire qui a pris le relais de la SFOR, se déroule dans le cadre des accords « Berlin Plus » entre l'UE et l'OTAN. Composée de 6700 hommes, la plus grande opération de la PESD compte 33 nations participantes dont 22 de l'UE. Elle a pour rôle de veiller à l'application des accords de Dayton (1995), ainsi que contribuer à la sécurité et à la sûreté de l'environnement.

La deuxième phase de la **MPUE** (Mission de Police de l'Union européenne) a été mise sur pied en janvier 2006 avec un mandat mieux ciblé. La nouvelle équipe, qui comprend 900 personnes venant de 30 pays, se focalise sur le processus de réforme de la police ainsi que le renforcement des capacités locales et régionales dans la lutte contre le crime organisé.

La phase opérationnelle de **EUPAT Macédoine** (*EU Police Advisory Team*) a débuté le 15 décembre suite à l'expiration du mandat de la mission antérieure, EUPOL Proxima. Dotée de 30 policiers, l'opération a eu pour mandat de suivre et de conseiller les autorités de police macédoniennes, en assurant ainsi le développement de services policiers qui appliquent les normes européennes. Elle a mis l'accent sur la gestion des frontières, l'ordre public, la corruption et le crime organisé. La mission s'est terminée en juin 2006.

### Afrique

**EUPOL Kinshasa**, la mission de police de l'UE lancée en avril 2005 à la demande de l'ONU en RDC a été prolongée jusqu'à fin décembre 2006. Elle assure des actions de suivi, d'encadrement et

de conseil auprès de l'UPI (Unité de Police Intégrée). Elle a également joué un rôle de soutien pendant les élections à Kinshasa. L'opération comprend 28 personnes.

**EUSEC RDC**, opérationnelle depuis le 8 septembre 2005, a comme mandat d'assister le gouvernement en RDC dans la réforme et la réintégration de l'armée congolaise. Cette petite mission de réforme du secteur de la sécurité, qui comprend 9 personnes, s'est focalisée sur le respect des droits de l'homme, de l'État de droit et de la transparence dans les organes sécuritaires, notamment le versement correct des salaires. La mission assurera sa présence jusqu'à la fin décembre 2007.

La mission la plus récente de l'UE en Afrique, **EUFOR RD Congo** a été lancée en avril 2006 pour soutenir la mission de l'ONU en RDC, la MONUC. Ses effectifs sont déployés à Kinshasa. Néanmoins une partie des effectifs est présente hors du pays qui est rapidement déployable en cas de besoin. Son mandat consiste à contribuer à la sécurité de l'environnement et des civils et de l'aéroport à Kinshasa. Elle restera sur le terrain jusqu'en novembre 2006.

Une **mission de soutien** civilo-militaire de l'UE à la **mission** de l'Union africaine au Darfour (**AMIS II**) a été lancée en juillet 2005. 100 militaires et 50 civils ont été déployés pour soutenir les aspects militaires et policiers de l'opération. Dans le cadre de cette opération, l'UE se charge de la fourniture d'équipements, de l'assistance technique, d'observateurs militaires, du transport stratégique et de la formation des troupes et des policiers africains.

## **Europe del'est**

Suite à la demande des Présidents de la Moldavie et de l'Ukraine, la mission de surveillance frontalière **EUBAM** (*EU Border Assistance Mission*) a été lancée le 30 novembre 2005. Elle a pour objectif d'améliorer les capacités des deux pays à gérer leur frontière commune. L'opération, qui regroupe 158 personnes, s'occupe de deux tâches ; les recommandations au niveau central et la formation directe du personnel sur le terrain. La mission poursuivra ses objectifs pour une période de deux ans.

## **Asie**

Le 15 septembre 2005, l'UE a lancé sa première opération en Asie, la **Mission de Surveillance à Aceh** (MSA) en Indonésie. La MSA surveille la mise en œuvre du « Helsinki mémorandum d'attente » signé entre le gouvernement indonésien et le Mouvement pour l'Aceh libre (GAM). Ses objectifs, à l'heure actuelle, comprennent la démobilisation et la réintégration des membres du GAM. L'opération se poursuit avec la participation des pays de l'ASEAN. La mission restera sur place jusqu'à fin décembre 2006.